

# D'importants sujets au menu dialogue politique Togo-UE



Le Togo et l'[Union Européenne](#) ont tenu mardi à Lomé leur 22e session du Dialogue politique. Les débats ont été co-dirigés par Prof Robert Dussey, ministre togolais des affaires étrangères et Joaquín Tasso Vilallonga, ambassadeur de l'Union européenne au Togo. Les deux parties ont évoqué des questions politiques, économiques, sociales et afro-européennes d'intérêt commun.

La situation sanitaire due à la COVID-19 et son impact social ont été évoqués en premier lieu lors de ce dialogue politique. Occasion pour le gouvernement togolais de saluer l'accompagnement de l'Union européenne ainsi que de ses Etats membres dans la riposte contre la pandémie et la réduction de son impact socioéconomique. De l'autre, la partie européenne a félicité les efforts du Togo dans la gestion de la crise et

aussi pour la campagne de vaccination.

L'Union Européenne a salué la promotion du leadership féminin par les autorités togolaises et qui a conduit au classement du pays par la Banque mondiale au rang de 1er pays d'Afrique de l'Ouest et de 7e pays d'Afrique subsaharienne promoteur des femmes à des postes de responsabilité. Il est prévu de maintenir, promouvoir et renforcer les projets et programmes visant à faire de l'égalité des genres une réalité.

Au chapitre politique, le Togo et l'Union Européenne ont évoqué la Concertation nationale entre les acteurs politiques (CNAP). L'UE a souhaité que les prochaines élections régionales soient libres et transparentes avec des résultats acceptés par tous.

« Le Togo a rassuré la partie européenne du caractère inclusif de la concertation nationale et du processus de préparation des futures élections régionales », indique le communiqué ayant sanctionné la rencontre.

Sur le volet économique, l'UE a félicité les progrès accomplis par le Togo ces dernières années, notamment dans les domaines des finances publiques et du climat des affaires.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption dans la réalisation du développement durable et se sont engagées à renforcer leur coopération en la matière », lit-on dans le document.

La question des droits de l'homme n'était pas en reste lors de ce dialogue politique Togo-UE. Les débats ont porté en particulier sur la préparation de l'Examen Périodique Universel par le Togo. Il est question de continuer l'engagement dans ce domaine à tous les niveaux.

## **Commerce et terrorisme au centre du dialogue politique**

Un sommet Union africaine-Union européenne a lieu début 2022. Lors de ce dialogue politique, il a été souhaité que cet événement donne un nouvel élan aux relations entre les deux continents à travers la définition de nouveaux paradigmes de coopération à l'aune des nouvelles données et innovations économiques telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Au sujet de la situation sécuritaire au Sahel et dans la région du Golfe de Guinée, l'UE a salué l'engagement renouvelé du Togo en faveur du multilatéralisme et de la paix dans le monde. La Stratégie du Togo pour le Sahel rendue publique le 28 septembre 2021 a été appréciée par les européens.

[Cette rencontre périodique et régulière est fondée sur l'article 8 de l'Accord de partenariat ACP-UE.](#)

Notons que la délégation togolaise à ce dialogue politique est composée de Robert Dussey, Chef de la diplomatie togolaise, Payadowa Boukpassi, ministre de l'administration territoriale, du Général Damehane Yark, ministre de la sécurité et de la protection civile, de Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances, de Moustafa Mijiyawa, ministre de la santé, de Christian Trimua, Ministre des droits de l'homme, et de Adjovi Lolonyo Apedoh-Anakoma, Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation.

Côté européen, on signale la présence dans la délégation de Joaquín Tasso Vilallonga, ambassadeur de l'UE, de Matthias Veltin, ambassadeur d'Allemagne, de Jocelyne Caballero, ambassadrice de France, de Daniela D'orlandi, ambassadrice d'Italie, et de Rafael Rodriguez-Ponga, Chargé d'affaires de l'Espagne.